

Carlo Fabris

LA CONGRÉGATION POUR L'ÉVANGÉLISATION DES PEUPLES DANS LE CADRE DE LA RÉFORME DE LA CURIE ROMAINE : POSSIBLES PERSPECTIVES, DOMAINE DE COMPÉTENCE ET PRATIQUES ACTUELLES*

RÉSUMÉ : 1. Aperçu préliminaire. – 2. Une configuration possible du nouveau Dicastère pour l'Évangélisation dans la nouvelle Constitution Apostolique sur la Curie romaine. – 3. Domaines de compétences du Dicastère pour la mission selon la configuration actuelle. – 4. La Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples et la *missio ad gentes* : fonctions et procédures. – 5. La dialectique entre droit universel et droit particulier. – 6. Le « système » des Facultés spéciales. – 7. L'applicabilité du droit pénal dans lesdits « territoire de mission ». – 8. Conclusions.

1. *Aperçu préliminaire*

Le Dicastère du Saint-Siège, chargé de superviser l'activité missionnaire au sein de l'Église universelle, a son origine en 1622, lorsque le pape Grégoire XV, par la Bulle *Inscrutabili Divinae Providentiae*, constitue formellement ce qui était alors la Sacrée Congrégation de *Propaganda Fide*. Sous le pontificat d'Urbain VIII (1568-1644), au sein même de ce Dicastère, une Congrégation chargée des questions relatives aux grecs orientaux avait été constituée. Celle-ci deviendra, en 1917, sous le pontificat de Benoît XV, la Congrégation pour l'Église Orientale, devenue par la suite Congrégation pour les Églises Orientales. Il serait très intéressant d'examiner le parcours historique qui a porté à la naissance et au développement de cet important organisme du Saint-Siège chargé de

* Contributo sottoposto a valutazione.

diriger l'activité missionnaire de l'Église catholique et dont les compétences vont être redéfinies. Heureusement, il existe à cet égard une riche bibliographie qui est aisément consultable¹.

Actuellement, la Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples étend sa compétence à 1119 circonscriptions ecclésiastiques réparties sur les quatre continents (Afrique, Amérique, Asie et Océanie), pour un total de 190 Archidiocèses, 793 Diocèses, 77 Vicariats Apostoliques, 38 Préfectures Apostoliques, 5 Administrations Apostoliques, 8 Missions *sui iuris*², 6 Ordi-

¹ Il y a, à cet égard, une riche bibliographie qui touche à différents aspects historiques et institutionnels. Une œuvre classique est sans aucun doute : *Sacrae Congregationis de Propaganda Fide memoria rerum*, 5 tt., Rom-Freiburg-Wien, 1971-1976. Sans prétendre d'être exhaustif, nous indiquons ci-après quelques autres contributions : *Compendio di storia della Sacra Congregazione per l'Evangelizzazione dei Popoli* o "De Propaganda Fide" 1622-1972, Roma, 1974 ; *La Sacra Congregazione per l'Evangelizzazione dei popoli nel decennio del decreto "Ad Gentes"*, Roma, 1975 ; V. DE PAOLIS, *La Congregazione per l'Evangelizzazione dei Popoli*, in *La Curia Romana nella Cost. Ap. "Pastor Bonus"*, sous la direction de P.A. BONNET, C. GULLO, Città del Vaticano, 1990, pp. 359-370 ; N. DEL RE, *La Curia Romana. Lineamenti storico-giuridici*, Città del Vaticano, 1998⁴, pp. 146-160 ; V. DE PAOLIS, *Congregazione per l'Evangelizzazione dei Popoli*, in *Commento alla Pastor Bonus e alle norme sussidiarie della Curia Romana*, sous la direction de P.V. PINTO, Città del Vaticano, 2003, pp. 118-124 ; E. SASTRE SANTOS, *La fundación de Propaganda Fide (1622) en el contexto de la guerra de los Treinta años (1618-1648)*, in *Commentarium pro Religiosis et Missionariis*, 83, 2002, pp. 231-261 ; ID., *La circolare ai nunzi comunica la fondazione di Propaganda Fide*, 15 janvier 1622, in *Ius Missionale*, 1, 2007, pp. 151-186 ; M. MARTINELLI, *La "svolta missionaria" e le origini di Propaganda Fide. I precursori*, in *Ius Missionale*, 4, 2010, pp. 91-119.

² Au sujet de ces circonscriptions ecclésiastiques, qui jouissent du statut ecclésiologique d'Églises particulières (cf. can. 368 du CIC), nous renvoyons à la note n° 35. À l'exception de l'Administration Apostolique, elles ont toutes en commun le fait d'être des réalités typiques des territoires de missions. Cependant, bien que l'Administration Apostolique (cf. can. 371 § 2) partage avec les Préfectures et les Vicariats Apostoliques la nature de l'Église particulière, elle ne représente pas une typologie de l'Église spécifiquement missionnaire. Il s'agit d'une portion déterminée du Peuple de Dieu qui, pour des raisons spéciales et particulièrement graves, n'est pas érigée à Diocèse et dont la cure pastorale est confiée à un Administrateur Apostolique, qui la gouverne au nom du Souverain Pontife, comme cela se vérifie déjà pour les Préfets et les Vicaires Apostoliques. L'Administrateur Apostolique, à l'image du Préfet et du Vicaire Apostolique, est assimilé à l'Évêque diocésain, à moins que cela ne

CARLO FABRIS, La Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples dans le cadre de la réforme de la Curie Romaine : possibles perspectives, domaine de compétence et pratiques actuelles

Cette contribution entend tracer de possibles lignes de développement de la configuration de l'actuelle Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples, selon le projet de réforme de la Curie romaine dont le Pape François s'est fait le promoteur. Le point de départ obligé est constitué par la structure actuelle du Dicastère missionnaire dont sont décrits le cadre, les compétences et la *praxis*, suivant ce que prévoit la Constitution apostolique *Pastor Bonus* de Saint Jean Paul II. Le projet du Pape François pourrait cependant comporter un élargissement des attributions du Dicastère missionnaire à la lumière d'un principe qui semble guider le plan de réforme et qui constitue, du reste, la priorité de ce pontificat, à savoir l'évangélisation dans un contexte social et ecclésial qui a désormais changé. Ainsi, la perspective dans laquelle est appelée à se réaliser cette activité d'évangélisation est celle d'un dépassement de la distinction classique entre territoires de droit commun et territoires de droit missionnaire, adoptée pour indiquer le contexte différent de l'action des différents Dicastères par rapport à celui de la Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples. Ceci pourrait comporter une redéfinition des compétences de cette dernière. Toutefois, il est également vrai que les *specialia rerum et personarum adiuncta*, typiques des zones de première évangélisation, requièrent encore actuellement l'utilisation d'un système de facultés spéciales, y compris dans le domaine pénal, qui constitue une réponse encore valable aux nombreux besoins des territoires de mission, en particulier ceux au sein desquels l'exercice du ministère épiscopal est le plus difficile.

Mots clés : constitution apostolique, Congrégation pour l'Évangélisation des Peuples, *Pastor Bonus*, Dicastère pour l'Évangélisation, compétences *ratione materiae et ratione personarum*, *missio*, facultés spéciales.

CARLO FABRIS, The Congregation for the Evangelization of Peoples within the framework of the reform of the Roman Curia : possible perspectives, field of competence and current practices

This essay seeks to mark out the possible areas of development in the current configuration of the Congregation of the Evangelization of Peoples, according to the project of reform for the Roman Curia, as promoted by Pope Francis. A necessary starting point is the current structure of the Missionary Dicastery, whose areas, competencies and practices are described, in accordance with the provisions of the Apostolic Constitution *Pastor Bonus* of John Paul II. The Bergoglio project could, however, imply an expansion of the duties of the Missionary Dicastery in the light of a principle that seems to guide the reform plan and which constitutes, moreover, the priority of this pontificate: evangelization in a social-ecclesial context which has now changed. Thus, the perspective in which this evangelization activity is called to take place is that of overcoming the classic distinction between territories of common law and territories of missionary law, adopted to indicate the different operational contexts of the different Dicasteries with respect to that of the Congregation for the Evangelization of Peoples. This could lead to a redefinition of the latter's competences. However, it is also true that the *specialia rerum et personarum adiuncta* typical of the areas of first evangelization still require the use of a Special Faculties system, even in the penal sphere, which has proved to remain a valid response to the multiple needs of mission territories, especially those in which the exercise of the episcopal ministry is most difficult.

Key words : Apostolic constitution, Congregation for the Evangelization of Peoples, *Pastor Bonus*, Missionary Dicastery, competences *ratione materiae* and *ratione personarum*, *commissio*, special faculties.

Belén Zárate Rivero

DESAFÍOS DEL SISTEMA ESPAÑOL DE ATENCIÓN A LA DEPENDENCIA. REFLEXIONES A LA LUZ DEL PERFIL DE LAS PERSONAS POTENCIALMENTE DEPENDIENTES*

SUMARIO: 1. Introducción. – 2. Revisión del sistema de protección de las personas con dependencia en España. – 3. El perfil de las personas potencialmente dependientes en España. – 3.1. Consideraciones generales. – 3.2. La red relacional de las personas en riesgo de dependencia. – 3.3. La salud de las personas en riesgo de dependencia – 3.4. La condición de ancianidad y la participación social de las personas en riesgo de dependencia – 4. Sugerencias de mejora del Sistema español de dependencia. – 4.1. Una cuestión previa. – 4.2. Propuestas de refuerzo de la red relacional de las personas en riesgo de dependencia. – 4.3. Propuestas de mejora de la salud y el bienestar de las personas en riesgo de dependencia. – 4.4. Propuestas de mejora en la participación social y la vida independiente de las personas en riesgo de dependencia.

1. Introducción

La Ley de Promoción de la Autonomía Personal y Atención a las personas en situación de dependencia (en adelante LAP)¹ fue una norma muy esperada en España, pues la atención a la dependencia se entendía como el cuarto pilar sobre el que se apoya el Estado de bienestar y representaba un avance imprescindible hacia la plena implantación del Estado So-

* Contributo sottoposto a valutazione.

Investigación realizada en la Cátedra IsFamily Santander del Instituto de Estudios Superiores de la Familia de la Universitat Internacional de Catalunya. Agradezco al Dr. Francesco Marcaletti los datos que me ha facilitado sobre el subgrupo de personas en riesgo de dependencia, obtenidos a partir del análisis de las encuestas realizadas a personas mayores en el contexto del estudio *Older parents, generations and family solidarity: a multilevel analysis of the spanish context*, 2018. Se puede consultar en: https://www.uic.es/sites/default/files/2020-08/iesf_cisfamily_informe_cast.pdf.

¹ Ley 39/2006, de 14 de diciembre, «BOE» núm. 299, de 15-12-2006.

cial². La LAP creó el Sistema de Autonomía y Atención a la Dependencia (SAAD), un sistema de protección basado en un catálogo de servicios sociales tendentes a paliar las necesidades de las personas en situación de dependencia. Para acceder a dichos servicios, se debe llevar a cabo una valoración previa de la situación de cada persona, con el fin de establecer un Programa Individual de Atención (PIA), en el que se determinan las modalidades de intervención – servicios y prestaciones económicas – acordes con sus necesidades, de acuerdo con su grado de dependencia.

Para el desarrollo de este sistema, el legislador español optó por una aplicación progresiva de la Ley³. Además, se estableció una financiación compartida entre el Estado, las Comunidades Autónomas y los usuarios a través del copago⁴. La fuerte crisis económica del 2008 produjo una demora en el desarrollo del sistema – que la propia ley planeaba en ocho años –, dificultó cumplir con los calendarios y atender los distintos grados de dependencia a su debido momento y con la intensidad de protección prevista en un inicio. Esta crisis puso de manifiesto que la financiación era uno de los puntos débiles del sistema y que requeriría, tarde o temprano, una revisión. Tampoco fue fácil contar con un catálogo uniforme de servi-

² D. COMAS D'ARGEMIR, *Long Term Care, and the Fourth Pillar of the Welfare State*, *Long Term Care, and the Fourth Pillar of the Welfare State*, en *Revista de Antropología Social*, 2015, 24, pp. 375-404.

³ LAP, Disposición final primera: «Aplicación progresiva de la Ley. 1. La efectividad del derecho a las prestaciones de dependencia incluidas en la presente ley se ejercitará progresivamente, de modo gradual, y se realizará de acuerdo con el siguiente calendario a partir del 1 de enero de 2007: El primer año a quienes sean valorados en el Grado III de Gran Dependencia, niveles 1 y 2. En el segundo y tercer año a quienes sean valorados en el Grado II de Dependencia Severa, nivel 2. En el tercer y cuarto año a quienes sean valorados en el Grado II de Dependencia Severa, nivel 1. El quinto año, que finaliza el 31 de diciembre de 2011, a quienes sean valorados en el Grado I de Dependencia Moderada, Nivel 2, y se les haya reconocido la concreta prestación. A partir del 1 de julio de 2015 al resto de quienes fueron valorados en el Grado I de Dependencia Moderada, nivel 2. A partir del 1 de julio de 2015 a quienes hayan sido valorados en el Grado I, nivel 1, o sean valorados en el Grado I de Dependencia Moderada».

⁴ Artículo 33 de la LAP: La participación de los beneficiarios en el coste de las prestaciones.

BELÉN ZÁRATE RIVERO, Desafíos del sistema español de atención a la dependencia. Reflexiones a la luz del perfil de las personas potencialmente dependientes

La protección a las personas en situación de dependencia se ha articulado en España a través de un sistema protector que se creó en la Ley 39/2006. Diez años más tarde, se creó la Comisión de Análisis de la situación de la Dependencia que publicó en 2017 un informe para determinar los ámbitos de mejora del Sistema español de Dependencia. El informe señala, entre otros aspectos, la conveniencia de conocer mejor el perfil de las personas potencialmente dependientes, para poder dimensionar el sistema según las necesidades reales de las personas dependientes en la próxima década. Este trabajo analiza algunos de esos rasgos de este colectivo especialmente vulnerable en base a algunos estudios sociológicos recientes y a encuestas del Instituto Nacional de Estadística. Estos estudios revelan algunas características de la red relacional de las personas potencialmente dependientes, así como de sus condiciones de salud y de su capacidad de participación social, que pueden ser útiles para que los responsables de las políticas públicas puedan adoptar medidas que complementen y mejoren el Sistema de protección actual.

Palabras clave: dependencia, políticas sociales, familia, cuidados.

BELÉN ZÁRATE RIVERO, Challenges of the Spanish dependency care System. Reflections in the light of the profile of potentially dependent persons.

The protection of dependent persons has been organised in Spain through a protective system that was created in the Act 39/2006. Ten years later, the Commission for the Analysis of the Dependency Situation was created, which published in 2017 a report to determine the areas for improvement of the Spanish Dependency System. The report points out, among other aspects, the convenience of knowing more about the profile of potentially dependent persons, in order to be able to evaluate and adapt the system to the real needs of dependent persons in the next decade. This paper analyses some of the characteristics of this particularly vulnerable group on the basis of recent sociological studies and surveys by the National Institute of Statistics. These studies reveal some characteristics of the relational network of potentially dependent people, as well as their health conditions and their capacity for social participation, which may be useful for public policy makers to adopt measures to complement and improve the current protection system.

Key words: dependency, social policies, family, care.

Anna Bellodi Ansaloni

IL LEGATO DI LIBRI E L'INTERPRETAZIONE DELLA *VOLUNTAS TESTATORIS**

SOMMARIO: Premessa. – 1. Il concetto di *liber*. – 2. Il legato di pergamene e carte non scritte. – 3. Il legato di libri e la *bibliotheca*. – 4. La biblioteca come *portio aedium*. – 5. I libri e il legato di *fundus instructus*. – Conclusioni.

Premessa

All'interno dei *Digesta* giustinianeî alcuni passi di Ulpiano e di Paolo testimoniano un interessante dibattito sull'interpretazione della *voluntas testatoris* in merito ai legati aventi ad oggetto libri e biblioteche. La disposizione *mortis causa* di simili beni, ormai divenuti una delle nuove cifre del lusso¹,

* Contributo sottoposto a valutazione.

¹ La passione per il collezionismo di libri si diffuse a Roma all'incirca dal II secolo a.C. Scrive Isidoro di Siviglia (*Etym.* 6.5.1) che il primo a portare a Roma un gran numero di libri fu Lucio Emilio Paolo in seguito alla vittoria sul re macedone Perseo nel 186 a.C. Anche Lucio Licinio Lucullo fece bottino di libri nella guerra Pontica, rendendoli accessibili a tutti, come attesta Plutarco (*Luc.* 42.1): «Ciò che Lucullo fece per stabilire una biblioteca deve certo esser menzionato. Raccolse molti libri ben scritti e l'uso che ne fece fu più lodabile del fatto che li avesse acquistati. Aprì le sue biblioteche a tutti, e le colonnate e le sale tutt'attorno divennero accessibili ai greci senza restrizioni, i quali arrivarono lì quasi si trattasse di una riunione delle Muse, e passavano insieme intere giornate, evitando felicemente i loro altri doveri». Si sviluppò così anche nell'Urbe la passione per le collezioni di testi, al punto che le abitazioni degli aristocratici dovevano annoverare una *bibliotheca*, divenuta uno degli ambienti che determinavano lo stato sociale e culturale del proprietario (Vitruv., *de archit.* 6.4.1 e 1.2.7), che spesso veniva messa a disposizione di chiunque, studiosi o intellettuali, volesse consultarli. Tra le biblioteche private più note vi era, ad esempio, quella di Silla che, dopo aver conquistato Atene, portò a Roma addirittura la collezione di Aristotele, raccolta nella biblioteca di Apelliconte (Strab., *Geogr.* 13.6). Anche Cicerone era un grande appassionato (nel suo epistolario vi sono numerosi riferimenti al fatto che la cura della sua vastissima e preziosa biblioteca richiedeva l'ausilio di nume-

solleva diverse questioni sotto svariate angolazioni, dall'individuazione del contenuto dei *verba* ai problemi inerenti all'acquisizione della proprietà, dal concetto di pertinenza a quello di cose collettive.

Il testo di primario riferimento proviene dal XXIV libro di Ulpiano *ad Sabinum*, ubicato dai giustinianeî in D. 32.52, *de*

rosi esperti, addetti alla manutenzione, rilegatori e copisti), tanto che in una epistola ad Attico (1.4) scrive che avrebbe voluto comprare i libri dell'amico a preferenza di palazzi e terreni. Celebre anche la collezione di Varrone, al quale Cesare affidò l'incarico di costruire una biblioteca pubblica, la più grande possibile (Isid., *Etym.* 6.5.1), incarico mai realizzato a causa dell'assassinio del dittatore. Era altresì nota la biblioteca del poeta Persio Flacco, comprendente circa settecento volumi che lasciò in eredità al maestro, il filosofo stoico Anneo Cornuto (liberto della famiglia di Seneca e precettore anche di Lucrezio). Tale forma di collezionismo tendeva spesso a trasformarsi in una gara tra chi possedeva la biblioteca più fornita e preziosa, tanto che Seneca, severamente, inveisce contro questa moda che bolla come *studiosa luxuria*, una forma di lusso coltivata da persone che considerano i libri non strumento di studio, ma ornamento per sale da pranzo (*libri non studiorum instrumenta, sed cenationum ornamenta*) e che, anzi, sbadigliano fra tante migliaia di volumi, dei quali apprezzano soprattutto frontespizi e titoli e leggono a stento in tutta la vita soltanto gli indici (*de tranq. an.* 9.4-7). Si ricorda, inoltre, che dal modello repubblicano di biblioteca privata si passò a quello di biblioteca pubblica in età imperiale, epoca ricordata come quella della massima alfabetizzazione della storia romana, in ciò attingendo al modello greco aristotelico: vd. per tutti L. CANFORA, *Per una storia delle biblioteche*, Bologna, 2018, ove riprende le riflessioni di *La biblioteca scomparsa*, Palermo, 1988. In tema la letteratura è assai vasta: qui basti richiamare tra gli altri H. BLANCK, *Il libro nel mondo antico*, München, 1992 (trad. di R. OTRANTO, Bari, 2008); F. PESANDO, *Libri e biblioteche*, Roma, 1994 (rist. 2010); *Storia della lettura nel mondo occidentale*, a cura di G. CAVALLO, R. CHARTIER, Roma-Bari, 1995; L. CASSON, *Libraries in the Ancient World*, Yale, 2001, p. 67 ss.; U.E. PAOLI, *Vita romana. Usi, costumi, istituzioni, tradizioni*, Milano, 2008, p. 153 ss.; *La trasmissione della letteratura greca e latina*, a cura di S. MARTINELLI TEMPESTA, Roma, 2012; P. FEDIELI, *Biblioteche private e pubbliche a Roma e nel mondo romano*, in *Le biblioteche nel mondo antico e medievale*, a cura di G. CAVALLO, Roma-Bari, 2012; M. SCOGNAMIGLIO, *Biblioteche e libri nella Roma repubblicana e imperiale*, in *TSDP*, 7, 2014, pp. 1-31; ID., *La disciplina giuridica delle biblioteche a Roma tra età repubblicana e età imperiale*, in *I beni di interesse pubblico nell'esperienza giuridica romana*, a cura di L. GAROFALO, II, Napoli, 2016, pp. 1-32; ID., *I beni culturali in Roma antica: l'esempio delle biblioteche di epoca repubblicana e imperiale*, in *La tutela dei 'beni culturali' nell'esperienza giuridica romana*, a cura di F. FASOLINO, Padova, 2020, p. 167 ss.

ANNA BELLODI ANSALONI, Il legato di libri e l'interpretazione della *voluntas testatoris*

Il legato di libri costituisce un'interessante occasione per interrogarsi sul delicato rapporto tra interpretazione tipica, basata sui *verba*, e interpretazione individuale, fondata sulla *voluntas*.

La ricostruzione, laddove la disposizione *mortis causa* non sia sufficientemente chiara, appare ulteriormente complicata dal susseguirsi delle novità della tecnica editoriale che determina la necessità di definire in via preliminare il concetto stesso di libro.

I criteri utili all'interpretazione della *voluntas testatoris* vengono rinvenuti in parametri estrinseci, come le personali consuetudini linguistiche e le abitudini di vita del defunto, il valore non solo patrimoniale, ma anche quello del tutto personale che i libri avevano per il *de cuius*, con ulteriore riguardo all'uso che il testatore faceva in vita dei libri legati nonché al rapporto funzionale impresso dal *dominus* con il luogo in cui sono ubicati. In linea generale, le proposte interpretative si pongono nel segno della massima valorizzazione della *voluntas testatoris*, trovando come limite invalicabile, normativamente imposto, la salvaguardia dell'integrità del patrimonio artistico-culturale urbano.

Parole chiave: legato, libri, biblioteca, interpretazione, testatore.

ANNA BELLODI ANSALONI, The legacy of books and the interpretation of the *voluntas testatoris*

The legacy of books is an interesting occasion to investigate about the typical interpretation, based on the *verba*, and the individual one, based on the *voluntas*.

The reconstruction of testator's purpose, whenever the legacy is not clear enough, appears even more delicate and difficult than the usual by the evolution of publishing, so that it becomes preliminary for the jurists to define the concept itself of book.

It is particularly important a text of Ulpian, D. 32.52: the jurist considers useful several guide-lines like testator's subjective linguistic usages and customs of life, the personal value he attached to his books and their functional relationship to the place where they were.

Key words: legacy, books, library, interpretation, testator.

Maria Teresa Capozza

L'INSEGNAMENTO DI FONDAMENTI DEL DIRITTO EUROPEO ALLA LIBERA UNIVERSITÀ MARIA SS. ASSUNTA. *IUS ROMANUM* TRA PASSATO, PRESENTE E FUTURO*

SOMMARIO: 1. *Ius Romanum* e i fondamenti del diritto europeo. – 2. ‘Diritto romano vivente’: a proposito dell’universalità e dell’eternità dello *ius Romanum*. – 3. L’insegnamento di Fondamenti del diritto europeo alla Libera Università Maria SS. Assunta. – 3.1. L’insegnamento di Fondamenti del diritto europeo dall’a.a. 2017-2018. – 4. Alcune considerazioni conclusive: lo *ius Romanum* tra passato, presente e futuro (v. globalizzazione).

1. *Ius Romanum e i fondamenti del diritto europeo*

Biondo Biondi alla metà del secolo scorso poneva in evidenza la ‘perennità’ e la ‘universalità’ del pensiero giuridico romano, in contrapposizione al mondo contemporaneo che «non riesce a trovare un minimo di terreno comune su cui fondare una sicura convivenza civile» ed osservava come tale terreno può essere fornito dai principi che affondano le radici nella nostra più antica tradizione giuridica.

Di qui, la necessità di recuperare «quei precetti fondamentali che ci ha tramandato l’antica saggezza»¹, che possono co-

* Contributo sottoposto a valutazione.

¹ B. BIONDI, *Aspetti universali e perenni del pensiero giuridico romano*, in *Jus*, 7, 1956, p. 147 ss. Sul punto si vedano anche le intramontabili riflessioni di B. BRUGI, *Le cause intrinseche della universalità del diritto romano. Prolusione al corso di Istituzioni di diritto romano nell’Univ. di Padova*, in *Il Circolo Giuridico*, XVII, 1886, p. 3 ss., a proposito di «quel carattere di universalità che tutte quante le innumerevoli generazioni dei giuristi riconobbero sempre nel diritto romano o che l’historia solennemente conferma mostrando il diritto stesso diffuso in tutta Europa». Nella medesima prospettiva, tra gli altri, S. RICCOBONO, *La universalità del diritto romano*, in *L’Europa e il diritto romano*.

stituire un fattore di unità e che hanno resistito in età moderna alle spinte disgregatrici proprie dei regni e degli Stati nazionali.

Dalle parole dell'illustre romanista emerge, dunque, l'idea che il cammino per l'edificazione di una casa comune europea debba essere segnato dalla valorizzazione di quei principi eterni e universali, germogliati nel sistema giuridico romano, ai quali non è possibile rinunciare se non a fronte di un disconoscimento dei fondamenti della umana convivenza e della funzione unificante dello *ius*.

Il *consensus iuris*, che dà vita al *populus* come moltitudine di uomini unita anche dalla *communio utilitatis*, presuppone un dialogo tra persone che si riconoscono l'un l'altro come tali (cittadini o *pars populi*) «disvelando così la dimensione del diritto»², che ci induce a riscoprire concetti e principi che affondano le radici nel passato.

È su queste idee che si sono andate sedimentando nel corso del tempo quelle riflessioni volte a porre in rilievo la centralità dello *ius Romanum* quale fondamento della cultura giuridica europea³ e che hanno costituito il punto di partenza di

Studi in memoria di P. Koschaker, II, Milano, 1954, p. 1 ss.; P. CATALANO, *Ius Romanum. Note sulla formazione del concetto*, in *La nozione di «Romano» tra cittadinanza e universalità, Atti del II Seminario Internazionale di Studi Storici «Da Roma alla Terza Roma»*, Studi, II, Napoli, 1984, p. 531 ss. Di recente, sulla propensione universalistica del diritto romano, a partire dalla 'fondazione' del sistema fino ai giorni nostri, si veda A. SACCOCCIO, *Il "sistema" del diritto romano come patrimonio comune dell'umanità*, in *Liber Amicorum per Sebastiano Tafaro. L'uomo, la persona e il diritto*, a cura di A.F. ULRICCHIO, M. CASOLA, I, Bari, 2019, p. 552 ss.

² M.P. BACCARI, *Presentazione del corso "Fondamenti del diritto europeo" (IUS 18)*, in *Fondamenti del Diritto Europeo. Lezioni*, a cura di M.P. BACCARI, collana *i Quaderni dell'«Archivio Giuridico»*, I, Modena, 2008, p. IX ss. Si veda anche L. GAROFALO, *Itinerari della romanistica italiana*, in *Nel mondo del diritto romano. Convegno ARISTEC (Roma 10-11 ottobre 2014)*, a cura di L. VACCA, Napoli, 2017, p. 62.

³ Mi riferisco, in particolare, alle riflessioni volte ad individuare nello *ius Romanum* un fattore dell'unità europea e dello sviluppo della civiltà nel mondo: si vedano, ad es., R. VON JHERING, *Geist des römischen Rechts auf den verschiedenen Stufen seiner Entwicklung*, I, Leipzig, 1852; II.1, Leipzig, 1854; II.2, Leipzig, 1858; III, Leipzig, 1865; nonché F. SCHULZ, *Prinzipien des römischen Rechts*, München, 1934; E. GENZMER, *Il diritto romano come fattore del-*

MARIA TERESA CAPOZZA, L'insegnamento di Fondamenti del diritto europeo alla Libera Università Maria SS. Assunta. *Ius Romanum* tra passato, presente e futuro

La realtà dello *ius Romanum*, nella sua complessità temporale e spaziale, va al di là della sua effettiva applicazione e dei singoli ordinamenti giuridici statali: è un diritto 'vivente' che radica il futuro nel passato, secondo una linea di continuità a partire dagli *urbis initia* fino all'epoca attuale.

In questa prospettiva si colloca l'insegnamento di Fondamenti del diritto europeo, attivato alla Libera Università Maria SS. Assunta dall'anno accademico 2004-2005 e diretto alla comprensione dei fondamenti del diritto della casa comune europea e delle realtà storico-giuridiche sottostanti alle odierne sovranità degli Stati membri dell'Unione europea, alla luce dei principi di unità del sistema giuridico di derivazione romanistica che continuano a vivere nei diversi ordinamenti europei ed extraeuropei.

L'esperienza didattica è stata caratterizzata negli anni da una metodologia innovativa: dal dialogo con i 'maestri' alla ricerca dei 'principi romani' che stanno a fondamento della società umana, alla previsione a decorrere dall'anno accademico 2017-2018 di una 'parte pratica', svolta presso alcune istituzioni e organismi dell'Unione europea, al fine di consentire agli studenti di toccare con mano gli 'strumenti' con i quali i giuristi operano all'interno della società.

L'individuazione e l'approfondimento dei fondamenti del diritto della casa comune europea assume oggi un rilievo centrale: il processo di globalizzazione, in uno all'imperante progresso tecnologico e alla tendenza espansiva delle forze economiche, ha fatto emergere l'insufficienza del diritto territoriale e di quello degli Stati in generale, specialmente nell'apprestare strumenti a difesa dell'uomo.

Di qui l'importanza di recuperare quei principi e quelle categorie terminologico-concettuali universalmente condivise che possono fungere da guide per il nuovo che avanza tra passato, presente e futuro.

Parole chiave: insegnamento, fondamenti, diritto, europeo, LUMSA, *ius, Romanum*, passato, presente, futuro.

MARIA TERESA CAPOZZA, Teaching of Fundamentals of European Law at Libera Università Maria SS. Assunta. *Ius Romanum* among past, present and future

The reality of *ius Romanum*, in its temporal and spatial complexity, goes beyond its real application and individual state legal systems: it is a 'living' law that roots the future in the past, according to a line of continuity from the *urbis initia* up to the present time.

This is the perspective of the teaching of Fundamentals of European Law, activated at the Libera Università Maria SS. Assunta since the academic year 2004-2005 and directed to the understanding of the foundations of the law of the European common house and of the historical-legal realities submitted to the current sovereignty of the European Union Member States, in the light of the principles of unity of the Roman legal system that continue living in different European and non-European systems.

The teaching experience has been characterized over the years by an innovative methodology: from the dialogue with the 'masters' in the research of the 'Roman principles' that are the foundation of human society, to the provision since the academic year 2017-2018 of a 'practical part', carried out at some institutions and bodies of the European Union, in order to allow students to know the 'tools' which jurists adopt within society.

The identification and deepening of those foundations of the law of the common European home is nowadays of central importance: the process of globalization, in one with the prevailing technological progress and the expansive trend of economic forces, has revealed the inadequacy of territorial law and that of the States in general, especially in providing tools to defend the human being.

Hence the importance of recovering those universally shared principles and terminological-conceptual categories that can serve as guides for the new that advances among past, present and future.

Key words: teaching, fundamentals, European, Law, LUMSA, *Ius, Romanum*, past, present, future.

Alessandro Grillone

DUAE ARCES LIBERTATIS TUENDAE. **ALLE ORIGINI DELLA DIFESA DAL** **POTERE COSTITUITO***

SOMMARIO: 1. Premessa. – 2. Inviolabilità, *auxilium*, *intercessio* alle origini del diritto d’asilo. – 3. Inviolabilità, *auxilium*, *intercessio* alle origini del tribunato della plebe. – 4. Conclusioni.

1. *Premessa*

«...Tout à coup, au moment où les valets du maître des œuvres se disposaient à exécuter l’ordre flegmatique de Charmolue, il enjamba la balustrade de la galerie, saisit la corde des pieds, des genoux et des mains, puis on le vit couler sur la façade, ... courir vers les deux bourreaux avec la vitesse d’un chat tombé d’un toit, les terrasser sous deux poings énormes, enlever l’égyptienne d’un main, ...et d’un seul élan rebondir jusque dans l’église, en élevant la jeune fille au-dessus de sa tête, et en criant d’un voix formidable: Asile! ...

– Asile! Asile! Répéta la foule, ...dans l’enceinte de Notre-Dame, la condamnée était inviolable. La cathédrale était un lieu de refuge. Tout justice humaine expirait sur le seuil».

(V. HUGO, *Notre-Dame de Paris*, l. VIII, 6).

Quale possa essere il filo rosso che lega le immortali pagine di Victor Hugo, in cui, all’esito di un processo farsa, il muto e deforme campanaro di Notre-Dame sottraeva – alla fine vanamente – all’esecuzione capitale la bella gitana Esmeralda per condurla al riparo delle alte mura della Cattedrale, sul cui suolo vigeva il diritto d’asilo; le invocazioni, per varie ragioni infruttuose, di Publilio Volerone: ai tribuni, al popolo e,

* Contributo sottoposto a valutazione.

infine, alla *fides* stessa della plebe (Liv. 2,55); quella di Lucio Icilio alle sospese garanzie di libertà, *auxilium* e *provocatio*, sottratte al popolo dai decemviri (Liv. 3,45); quella, ancora, del più empio tra loro, Appio Claudio, che nel 449 a.C. avrebbe implorato anch'egli l'intervento dei tribuni e il giudizio del comizio contro le iniquità della giustizia plebea (Liv. 3,56): verrebbe da dire nessuno, se non, forse, gli strascichi di quel po' di sacro fermento rivoluzionario che sempre ha caratterizzato nella storia le epoche di transizione¹; eppure il seguito di queste brevi considerazioni cercherà di porre in luce alcuni indiscutibili, e, per altro, difficilmente episodici, punti di contatto tra le origini, le funzioni, il fondamento del soccorso tribunizio e del diritto d'asilo *in ecclesias*.

Qual è, del resto, in fondo, l'essenza dell'istituto puro dell'asilo? I fenomeni meritevoli di qualificazione giuridica che, in tale direzione, potrebbero indagarsi in prospettiva diacronica sono molteplici; tutti, però, hanno come 'centro focale' un'idea di immunità o d'invulnerabilità, legata al carattere religioso-sacrale di un'entità, alla quale, con la sua petizione d'aiuto, l'individuo si affida partecipando della protezione divina ad essa assicurata. Qualsiasi società, fino alle soglie della modernità, ha conosciuto forme di immunità e di conseguente protezione

¹ Come quella oscura del 1482, anno in cui si svolgono gli eventi della narrazione di Hugo, a cavallo tra i secoli bui del Medioevo e il passaggio al Rinascimento; quella di Hugo stesso, il cui sentimento doveva, certo, almeno in minima parte, essere influenzato dalle rivoluzioni che aveva vissuto, conducendolo a popolare quel pittoresco ambiente narrativo neogotico, orbitante attorno a Notre-Dame, di centri di potere ed ordinamenti 'autonomi', conviventi e conniventi, eppure in insanabile contrasto e, per natura, in contrapposizione tra loro (cfr., a tal riguardo, U. ECO, *Introduzione*, in V. HUGO, *Notre-Dame de Paris*, trad. it. F. SCOTTO, Roma, 2003, pp. VII-XIV). Simile piano di sedime ed analogo conflitto, come si vedrà, troveremo ai primordi dell'affermazione del diritto d'asilo (cfr. F. MASTROMARTINO, *Percorsi dell'asilo cristiano. Origine, affermazione e crisi di un istituto giuridico controverso*, in *L'Acropoli. Rivista bimestrale*, XI.6, 2010, p. 593 ss.), siccome è noto sia stato alla base dell'istituzione prima del tribunato della plebe e, sul punto, mi si consenta il rinvio alla disamina già condotta in A. GRILLONE, *Brevi note per una conciliazione delle fonti sui fatti del 494 a.C.: alle radici del potere tribunizio*, in *Diritto@Storia*, 15, 2017, nonché alla bibliografia ivi citata a riguardo.

ALESSANDRO GRILLONE, *Duae arces libertatis tuendae*. Alle origini della difesa dal potere costituito

L'articolo si propone lo scopo di illustrare alcuni importanti punti di contatto tra le funzioni dell'asilo cristiano e quelle del tribunato della plebe in punto di difesa del singolo individuo dagli atti coercitivi del potere costituito, cercando di porre in risalto come nella Roma repubblicana le finalità di quell'istituto che tanta fortuna ebbe nel corso dei secoli intermedi fossero, come in dottrina è stato suggerito, ben più esattamente e legittimamente adempiute dai tribuni plebei.

Parole chiave: *sacrosanctitas, auxilium, intercessio*, diritto d'asilo, tribuni della plebe.

ALESSANDRO GRILLONE, *Duae arces libertatis tuendae*. About the origins of the defense against the established power

The paper aims to focus on some important points of contact between the functions of the Christian asylum and those of the tribunate of the plebs in defense of citizens from the coercive acts of the established power, trying to highlight how in Republican Rome the aims of that institution, which enjoyed so much success during the Medieval Era, were far more exactly and legitimately fulfilled by the plebeian tribunes, as has been suggested in the doctrine.

Key words: *sacrosanctitas, auxilium, intercessio*, right of asylum, tribunes of the plebs.

Sonia Abis

POVERI E MENDICI NEL DUCATO ESTENSE. IL CONCORSO DELL'ACCADEMIA DELLE SCIENZE, LETTERE ED ARTI DI MODENA (1847)*

SOMMARIO: 1. I concorsi accademici come fonte per la storia della cultura giuridica. – 2. Il pauperismo e la mendicizia a concorso. – 3. Le premesse storiche alla promozione del tema. – 4. *Les fleurs du mal*: il modello capitalistico inglese. – 5. *Les fleurs du mal*: il protestantesimo. – 6. Monarcato e Chiesa nella lotta al pauperismo. – 7. Il progetto colonico del cavaliere Giuseppe Treves de' Bonfili. – 8. I pareri dei giudici. – Appendici.

1. *I concorsi accademici come fonte per la storia della cultura giuridica*

Nel solco della cultura della Modena ducale, i concorsi accademici rappresentano un tassello in sintonia con il laboratorio conservatore ed intransigente dell'agiografia ducale di cui l'Accademia delle Scienze, Lettere ed Arti fu centro di promozione¹. Negli ultimi decenni di vita degli Stati estensi, e più in particolare dal ripristino dell'autorità ducale nel 1814, Francesco IV² e successivamente il figlio ed ere-

* Contributo sottoposto a valutazione.

¹ In generale sulle promozioni accademiche del tradizionalismo giuridico estense dal 1844 al 1846 si veda M. CAVINA, *Il potere del padre. La scuola giuridica estense e la promozione della patria potestà nel Ducato di Modena (1814-1859)*, vol. II, Milano, 1995. Sul punto specifico, p. 436.

² Nato nel 1789 da Maria Beatrice Ricciarda d'Este Cybo, Duchessa di Massa e Carrara, unica figlia del defunto Duca Ercole Rinaldo III, ultimo discendente diretto dell'antica dinastia, e dall'Arciduca Ferdinando di Lorena, governatore della Lombardia, terzogenito di Maria Teresa d'Austria. Il Duca Francesco IV d'Austria d'Este salì ufficialmente al potere il 15 luglio del 1814, quando i membri della Reggenza degli Stati Estensi, attornati dalla Guardia Nobile d'Onore a cavallo, da bande militari e da numerosi cittadini, in locali-

de, Francesco V³, perseguirono una politica culturale incentrata su un severo controllo politico-ideologico. Il potere pubblico esercitava una perdurante sorveglianza sull'Università – riformata e divenuta pubblica nel 1772⁴ – e sull'ambiente dell'Accademia modenese, in specie sulla trattazione di tematiche di carattere morale e politico, maggiormente esposte rispetto a quelle più propriamente letterarie, ai pericoli degli orientamenti di pensiero antiassolutistici e libertari⁵. La stretta sorveglianza esercitata dai Duchi d'Austria-Este coinvolgeva tutti gli ambienti di formazione culturale sospettati di essere permeabili alla diffusione di idee e movimenti ostili al rigido conservatorismo legitimista allora imperante⁶.

tà Ponte del Losco, al confine tra lo Stato Estense e quello Pontificio, lo accolsero mentre si accingeva ad entrare nel suo Stato assegnatogli dalle deliberazioni del Congresso di Vienna quale legittimo sovrano. Sulla vita e sul governo di Francesco IV si veda G. BOCCOLARI, *Francesco IV d'Austria d'Este al governo del Ducato estense (1814-1846)*, in *Francesco IV e Francesco V duchi di Modena [Atti del Convegno (3 ottobre 1992)]*, Modena, 1993, pp. 21-30 e letteratura ivi citata.

³ Figlio della Duchessa Maria Beatrice Vittoria di Savoia e del Duca Francesco IV, è stato l'ultimo Duca dello Stato di Modena. Per aver dedicato alla sua figura un'opera monumentale in quattro volumi, il Conte Teodoro Bayard De Volo è considerato il suo più importante biografo, T. BAYARD DE VOLO, *Vita di Francesco V. Duca di Modena (1819-1875)*, Modena, 1878. Sulla storia dell'ultimo Duca d'Este si vedano anche le riflessioni di A. SPAGGIARI, *Francesco V, l'ultimo Duca. Riflessioni su due secoli e mezzo di potere e civiltà estensi nello «Stato di Modena»*, in *Francesco IV e Francesco V Duchi di Modena. [Atti del Convegno (3 ottobre 1992)]*, cit., pp. 31-42 e letteratura ivi citata.

⁴ C.E. TAVILLA, *Modena riformatrice: le costituzioni universitarie del 1772*, in *Costituzioni per l'Università di Modena ed altri studi negli Stati di Sua Altezza Serenissima (1772)*, ristampa anastatica, a cura di C.E. TAVILLA, Modena, 2005, pp. 3-30.

⁵ G. CAVAZZUTI, *I duecentosettantacinque anni della Accademia di scienze, lettere e arti di Modena*, Modena, 1958, pp. 3-56; F. BARBIERI, F. TADDEI, *L'Accademia nazionale di Scienze, Lettere ed Arti di Modena dalle origini (1683) al 2005*, vol. I, Modena, 2006, p. 7 ss., P. BONACINI, *Da capitale a periferia? Percorsi di integrazione della cultura storica modenese nel nuovo Stato unitario*, in *Erudizione cittadina e fonti documentarie. Archivi e ricerca storica nell'Ottocento italiano (1840-1880)*, a cura di A. GIORGI, S. MOSCADELLI, G.M. VARANINI, S. VITALI, Firenze, 2019, p. 618.

⁶ C.G. MOR, P. DI PIETRO, *Storia dell'Università di Modena*, vol. I, 1975, p. 119 ss.

SONIA ABIS, Poveri e mendici nel Ducato estense. Il concorso dell'Accademia delle Scienze, Lettere ed Arti di Modena (1847)

Il saggio ruota intorno ad un concorso indetto nel 1847 dall'Accademia delle Scienze, Lettere ed Arti di Modena, con cui si esortarono gli intellettuali italiani a discutere dei problemi politici e giuridici del pauperismo e della mendicizia. Viene messo in rilievo il ruolo che i concorsi accademici ricoprirono nella cultura della Restaurazione estense a Modena, collocandosi in perfetta linea ideologica con la politica ducale. Vengono approfondite le riflessioni contenute negli elaborati che furono premiati nel concorso dalle quali emerge il forte spirito reazionario e conservatore che muoveva gli intellettuali appartenenti al cenacolo culturale tradizionalista estense.

Parole chiave: XIX secolo, Ducato estense, Modena, concorsi accademici, pauperismo, mendicizia.

SONIA ABIS, Poor and beggars in the Este Duchy. The contest of Academy of Sciences, Letters and Arts of Modena (1847)

The purpose of this research revolves around a contest held in 1847 by the Academy of Sciences, Letters and Arts of Modena, with which Italian intellectuals were exhorted to discuss the political and legal problems of pauperism and begging. The role that academic contests played in the culture of the Restoration in Modena is highlighted, placing themselves in perfect ideological line with the ducal policy. The reflections contained in the works that were awarded in the competition, are deepened in which the strong reactionary and conservative spirit that moved the intellectuals belonging to the traditional cultural milieu emerges.

Key words: 19th Century, Este Duchy, Modena, Academic Contests, pauperism, begging.

Davide Dimodugno

UN CASO EMBLEMATICO DI DISCRIMINAZIONE PER MOTIVI RELIGIOSI: LA CHIESA DEGLI EX OSPEDALI RIUNITI DI BERGAMO TRA ESIGENZE CULTUALI E CULTURALI*

SOMMARIO: 1. Il caso della chiesa degli ex Ospedali Riuniti di Bergamo: le ragioni del contendere. – 2. Una premessa: la legge ‘anti-moschee’ e il ‘diritto al tempio’. – 3. La discriminazione nel diritto di proprietà. – 4. Le dichiarazioni degli organi politici e il principio di immedesimazione organica. – 5. Il progetto di valorizzazione culturale. – 6. Il vincolo di destinazione al culto pubblico. – 7. Una prima conclusione per un caso ancora aperto.

1. Il caso della chiesa degli ex Ospedali Riuniti di Bergamo: le ragioni del contendere

Con ordinanza in data 7 ottobre 2020, pronunciata nel procedimento R.G. 8733/2019, il Tribunale di Bergamo ha messo un primo punto fermo su una vicenda che parecchi mesi fa attirò l’attenzione dell’opinione pubblica, della politica e della comunità scientifica. Si tratta del caso della chiesa degli ex Ospedali Riuniti di Bergamo¹, piccolo edificio di culto che nel maggio 2018 è stato messo all’asta pubblica dall’Azienda Socio-Sanitaria Territoriale Papa Giovanni XXIII, ente pubblico strumentale della Regione Lombardia.

A causa del trasferimento dell’ospedale in altro luogo e della rifunzionalizzazione del Palazzo dell’Amministrazione quale nuova sede dell’Accademia della Guardia di Finan-

* Contributo sottoposto a valutazione.

¹ Si veda, per un primo commento a questo caso, D. DIMODUGNO, *Attualità del riuso degli edifici di culto: il caso della chiesa degli ex Ospedali Riuniti di Bergamo*, in *Quaderni di diritto e politica ecclesiastica*, 2, 2019, pp. 375-396.

za, l'ASST proprietaria ha deciso di vendere questo immobile² che, dal 2015 e con il consenso della Diocesi³, è stato concesso in comodato d'uso gratuito alla comunità ortodossa rumena, bisognevole di un posto in cui celebrare il proprio culto. L'esito della gara si è palesato, tuttavia, ben diverso da quello che ci si sarebbe potuto aspettare e lo scalpore è stato grande quando, al momento di aprire le buste, è risultata vincitrice, con un rilancio dell'8% rispetto alla base d'asta, l'associazione musulmani di Bergamo e non la comunità ortodossa rumena.

Rimbalsata la notizia sugli organi di informazione, il Presidente della Regione, Avv. Attilio Fontana, con un comunicato stampa pubblicato sul sito ufficiale della Regione, affermava che il «simbolo della cristianità della cappella della Chiesa Casa Frati di Bergamo sarà salvaguardato perché Regione Lombardia farà valere il diritto di prelazione» e di aver già contattato telefonicamente padre Gheorghe Valescu, responsabile della comunità ortodossa, «per rassicurarlo e illustrargli le azioni che Regioni metterà in atto per consentire alla comunità di non perdere il loro luogo di culto»⁴. Altre dichiarazioni, di tenore analogo, da parte del Presidente e di alcuni membri della Giunta, sono apparse, nell'immediatezza dei fatti, sui quotidiani locali.

² Deliberazione n. 1593 del 06 settembre 2018, avente ad oggetto «Indizione di asta pubblica per alienazione di terreni e fabbricati siti nei comuni di Levate, Dalmine, Credaro, Bergamo, Clusone, Bagnatica e Calciniate, suddivisi in 13 lotti (6a, 6b, 10a/1, 10a/2, 10a/3, a, b, c, d, e, f, g, h): importo complessivo a base d'asta euro 6.118.983,30».

³ In una lettera in data 24 aprile 2015, il Vicario Generale della Diocesi di Bergamo comunicava al Direttore Generale della ASST che la «Diocesi non ha più interesse ad acquisire il succitato immobile e nulla osta, da parte della stessa Diocesi, a che l'Azienda Ospedaliera aderisca alla richiesta avanzata dalla Comunità Rumena Ortodossa. La nostra Diocesi da oltre un ventennio è in buone relazioni ecumeniche con la Diocesi Romeno-Ortodossa d'Italia ed è opportuno che gli spazi sacri possano essere riservati a celebrazioni religiose per tale Comunità».

⁴ Il comunicato stampa della Regione Lombardia in data 26 ottobre 2018 è consultabile sul sito: <https://www.regione.lombardia.it/wps/portal/istituzione/HP/lombardia-notizie/DettaglioNews/2018/10-ottobre/22-28/casa-frati-fontana>.

DAVIDE DIMODUGNO, Un caso emblematico di discriminazione per motivi religiosi: la chiesa degli ex Ospedali Riuniti di Bergamo tra esigenze culturali e culturali

Questo articolo intende commentare l'ordinanza emessa nell'ottobre 2020 dal Tribunale di Bergamo, con la quale la Regione Lombardia è stata condannata per discriminazione per motivi religiosi. Infatti, l'esercizio della prelazione culturale su una chiesa non più utilizzata per il culto cattolico è stato ritenuto discriminatorio nei confronti del diritto di proprietà di una associazione musulmana, che aveva acquistato tale edificio ad un'asta pubblica allo scopo di adibirlo a moschea. La decisione del Tribunale è stata giustificata principalmente sulla base delle dichiarazioni pubbliche rese dal Presidente della Regione e da altri assessori, nonché sulla base dell'inconsistenza del programma di valorizzazione culturale addotto come motivazione. Tuttavia, l'ordinanza in commento solleva una questione teorica assai rilevante, ovvero se il giudice ordinario possa spingersi sino a revocare o annullare un provvedimento amministrativo ritenuto discriminatorio, oppure se possa soltanto disapplicarlo, conformemente al tradizionale riparto di giurisdizione tra giudice ordinario e giudice amministrativo.

Parole chiave: discriminazione, chiesa, prelazione culturale, moschea, ex Ospedali Riuniti di Bergamo.

DAVIDE DIMODUGNO, An emblematic case of religious discrimination: the church of the former Ospedali Riuniti in Bergamo between worship and cultural needs

This article intends to comment on the judgement issued by the Tribunal of Bergamo in October 2020, by which the Lombardy Region was condemned for discrimination based on religion. In fact, the cultural pre-emption on a dismissed church was considered discriminatory towards the right of property of a Muslim association, who bought that building in a public auction with the aim of turning it into a mosque. The decision of the Tribunal was justified mainly on the ground of the public statements made by the President of Region and other councillors and on the ground of inconsistency of the cultural valorisation program proposed as motivation. However, the order raises a very important theoretical question, namely whether the ordinary judge can go as far as to revoke or annul an administrative

Abstract

measure deemed discriminatory, or whether he can only disapply it, in accordance with the traditional division of jurisdiction between the ordinary judge and the administrative judge.

Key words: discrimination, church, Cultural pre-emption, mosque, ex Ospedali Riuniti Bergamo.

Elena Pezzato

LA QUESTURA DI GIUNILLO*

SOMMARIO: 1. *Prolegomena*. – 2. *Iunillus*, il giurista teologo. – 3. Gli *Instituta regularia divinae legis* al servizio di Giustiniano. – 4. Inquadramento cronologico della questura di Giunillo. – 5. Caratteristiche stilistiche delle *Novellae* di Giunillo. – 6. Giunillo questore: indirizzi e influenze. – 7. Conclusioni.

1. Prolegomena

Tra i ranghi più elevati dei funzionari imperiali, il *quaestor sacri palatii* occupava un ruolo di massimo prestigio e di invidiabile vicinanza al monarca. Definito anche *leges interpres, vox legum, iuridicus quaestor, legum peritus*¹, determinare quali fossero la personalità, l'indole, la formazione, le opinioni religiose e politiche del *quaestor* reggente è un profilo di indubbio rilievo nell'esame di testi normativi della tarda antichità. E benché la *quaestura* in generale sia ampiamente stata oggetto di indagine da parte della giusromanistica pubblicistica² e da più parti si sia sottolineata l'esigenza di condurre delle ricerche volte ad approfondire le peculiarità delle

* Contributo sottoposto a valutazione.

¹ Cfr. anche la definizione datane da Coripp., *Laud. Iust. Min. Paneg. Anast.*, ll. 26-28 «*arbiter orbis, principis auspicio leges et iura gubernans, iustitiae vindex*» (F.C. CORIPPUS, *In laudem Iustini Augusti minoris*, ed. with translation and commentary by A. CAMERON, London, 1976, p. 35).

² Tra gli altri, per limitarmi alla letteratura relativamente recente, cfr. R. GUILLAND, *Études sur l'histoire administrative de l'Empire Byzantin. Le questeur: 'O KOIΛIΣΤΟΡ, QUAEOTOR*, in *Byzantion*, 1971, 61, pp. 78-104; G. DE BONFILIS, *Il comes et quaestor nell'età della dinastia costantiniana*, Napoli, 1981, *passim*; S. FARO, *Il questore imperiale: luci ed ombre su natura e funzioni*, in *KOINΩΝΙΑ*, 1984, 8.2, pp. 133-159 e D. VERA, *Alcune note sul quaestor sacri palatii*, in *Studi tardoantichi*, I, *Hestiasis. Studi di tarda antichità offerti a Salvatore Calderone*, I, Messina, 1986, pp. 27-53.

differenti questure³, ad oggi, come è noto, soltanto Tony Honoré ha cercato di determinare, in concreto, la personalità e il ruolo assunto all'interno della complessa macchina imperiale bizantina di uno dei funzionari che l'ha diretta, scegliendo il più illustre e autorevole tra i questori, Triboniano⁴.

Non pare inopportuno, dunque, soffermarsi ad analizzare anche la figura del suo – meno fortunato – successore, Giunillo, al fine di porre in luce alcuni tratti caratteristici della sua questura e delineare, per quanto possibile, gli apporti e gli indirizzi a lui riconducibili presenti all'interno delle Novelle.

2. Iunillus, *il giurista teologo*

Iunillus (gr. Ἰουνίλος o Ἰουνίλος)⁵ nacque in Libia⁶ presumibilmente verso la fine del V e gli inizi del VI secolo.

Ben poco ci è dato conoscere della sua vita privata: una lettera di Fulgenzio, vescovo di Ruspe, indirizzata a una tale *Venantia*, lascia presumere che quest'ultima fosse una sua congiunta o, forse, sua moglie⁷.

³ Così R. BONINI, *Rec. a F. Goria, Studi sul matrimonio dell'adultera nel diritto giustiniano e bizantino*, Torino, 1975, in *SDHI*, 1976, 42, pp. 457-458 e L. DE GIOVANNI, *Istituzioni scienza giuridica codici nel mondo tardoantico. Alle radici di una nuova storia*, Roma, 2007, p. 407.

⁴ Il riferimento, ovviamente, è a T. HONORÉ, *Tribonian*, New York, 1978.

⁵ Sul nome del personaggio, cfr., in ispecie, E. STEIN, *Deux questeurs de Justinien et l'emploi des langues dans ses nouvelles*, in *Bulletin de la Classe des Lettres de l'Académie de Belgique*, 1937, 23, pp. 378-379 (= *Id.*, *Opera minora selecta*, Amsterdam, 1968, pp. 372-373), che esclude il latino 'Junilius', adottato, invece, soprattutto in passato.

⁶ Cfr. Procop., *hist. arc.* 20, 17: «Ἰουνίλον δὲ Λίβυον γένος».

⁷ Cfr. Ep. VII *ad Ven.* 2 (*CCSL* XCI, *Sancti Fulgentii Episcopi Ruspen-sis Opera*, cura et studio J. FRAIPONT, Turnholti, 1968, p. 245). Per un rapporto coniugale si è espressa S.T. STEVENS, *The Circle of Bishop Fulgentius*, in *Traditio*, 1982, 38, p. 336. Si tratterebbe, invece, di una parente secondo M. MAAS, *Exegesis and Empire in the Early Byzantine Mediterranean. Junillus Africanus and the Instituta Regularia Divinae Legis*, Tübingen, 2003, p. 29.

ELENA PEZZATO, La questura di Giunillo

Il contributo offre una ricostruzione della figura del *quaestor sacri palatii* Giunillo, successore del più celebre Triboniano. Fervente religioso libico, particolarmente vicino al clero nordafricano, egli scrisse gli *Instituta regularia divinae legis* in un clima di delicatissimo equilibrio politico-religioso, pressoché coincidente con la condanna dei Tre Capitoli da parte di Giustiniano. Dall'indagine emergono alcuni tratti stilistici dei testi normativi varati durante la sua questura, nonché gli apporti e gli indirizzi a lui riconducibili all'interno delle Novelle. Tra questi, il progetto di realizzare dei testi normativi 'unici', unendo e armonizzando tra loro disposizioni normative precedenti, nonché una marcata influenza filoreligiosa, assieme al tentativo di rimarginare i rapporti con la Chiesa nordafricana.

Parole chiave: *quaestor sacri palatii*, Giunillo, Novelle, tardo Giustiniano.

ELENA PEZZATO, The *quaestura* of Junillus

The paper attempts to reconstruct the figure of the *quaestor sacri palatii* Junillus, successor to the better known Tribonianus. A fervently religious Libyan, particularly close to the North African clergy, Junillus wrote the *Instituta regularia divinae legis* in a climate of delicate political-religious equilibrium, almost coinciding with Justinian's condemnation of the Three Chapters. The study reveals some stylistic traits of the normative texts passed during his *quaestura*, as well as the contributions and policies that can be traced back to him within the Novels. These include the plan to create 'unique' legal texts by combining and harmonising previous legal provisions, along with a marked pro-religious influence and an attempt to heal relations with the North African Church.

Key words: *quaestor sacri palatii*, Junillus, Novels, late Justinian period.

Oliviero Galante

LA PROPRIETÀ FONDIARIA. L'IMPORTAZIONE DEL MODELLO ROMANO DA PARTE DEL SISTEMA GIURIDICO CINESE*

SOMMARIO: 1. La gestione delle politiche agricole in Cina, dall'Impero alla Repubblica Popolare. – 2. L'influenza della romanistica sul sistema di concessione dei fondi. – 3. La nascita e l'evoluzione dell'*ager publicus Romanus*. – 4. Il confronto tra due esperienze giuridiche 'lontane'. – 5. Un diritto proprietario in capo a più soggetti: il *duplex dominium* in Cina.

1. *La gestione delle politiche agricole in Cina, dall'Impero alla Repubblica popolare*

L'antica ode *Bei Shan*, risalente all'VIII secolo a.C., afferma che «qualsiasi luogo al di sotto della volta celeste è terra dell'Imperatore»¹. Si deve percorrere la linea cronologica dell'Impero cinese sino al VII secolo d.C. per incontrare vere e proprie norme di legge riguardanti la regolazione del diritto di proprietà della terra: alcuni ritrovamenti attestano l'istituzione, durante la dinastia Song, di un'embrionale forma di sistema catastale concepito primariamente per agevolare i metodi di riscossione erariale². Nel corso del XX sec., con il progetto di codificazione del 1911, l'ordinamento imperiale era giunto ad un notevole risultato sistematico: la proprietà fondiaria era stata per la prima volta positivizzata all'interno di un *corpus* normativo. Tale orientamento venne adottato, in seguito, anche dal sistema della neonata Repubblica Democratica: la

* Contributo sottoposto a valutazione.

¹ Cfr. Y. PINES, *Changing Views of 'Tianxia' in Pre-Imperial Discourse*, in *Oriens Extremus*, vol. 43, 2002, p. 102.

² J. ZHANG, *Questioni scelte di diritto civile nell'antica Cina*, in *Tribune of Political Science and Law*, n. 5, 1985, p. 8.

Corte Suprema cinese, sopravvissuta alla caduta del Celeste Impero, si pronunciò più volte a favore dell'assolutezza della proprietà. Nel quadro di un sistema economico a trazione quasi esclusivamente agricola, la possibilità di esercitare una piena potestà direttamente riferita ai fondi rustici segnò un punto di svolta epocale. Ben presto ne derivò che buona parte dei territori cinesi del sud finirono nelle mani dei privati. Ad istituzionalizzare questo orientamento verso una concezione individualistica della proprietà, vennero emanati, nel 1929, il nuovo codice civile e, l'anno successivo, la Legge sull'Amministrazione della Terra. Come è ben noto, però, il *Kuomintang*³ e con esso la sua intera struttura giuridico-istituzionale, sarebbe stato presto costretto a piegarsi all'avanzata del fronte maoista⁴. Il 1949 fu l'anno che segnò l'inesorabile inizio del declino della proprietà privata in Cina. La sua eliminazione non fu però immediata e l'obiettivo della 'Trasformazione Socialista' venne raggiunto in diverse fasi: il Programma comune della Conferenza consultiva del Popolo cinese, in vigore sino all'emanazione della Costituzione del 1954, aveva inizialmente riconosciuto ai latifondisti la possibilità di disporre dei terreni che fino a quel momento erano loro appartenuti. Ben presto la Riforma Agraria lanciata da Mao nei primi anni '50, ottenne il risultato di equilibrare la previgente ripartizione delle aree agricole, spossessando i proprietari terrieri dei loro fondi⁵ e concedendoli alle c.d. 'Cooperative agricole di produzione'⁶. L'emanazione della terza Costituzione cinese sancì la nascita di queste entità giuridico-sociali che avrebbero dovuto costituire un sistema di gestione organizzata ed egualitaria delle risorse agrarie.

³ Per la traslitterazione dei termini cinesi in caratteri latini si utilizza il sistema Wade-Giles.

⁴ Per un'approfondita ricostruzione del sistema giuridico cinese pre-maoista cfr.: A.H.Y. CHEN, *An Introduction to the Legal System of the People's Republic of China*, Singapore, 1992, cap. 3.

⁵ X. ZHUN, *Chinese Agrarian Change in World-Historical Context*, in *Science & Society*, vol. 78, no. 2, 2014, pp. 189-190.

⁶ Sul tema delle Cooperative agricole di produzione cfr. G. GIORGI, *La riforma agraria in Cina.*, Cina, in *Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente*, no. 1, 1956, pp. 149-168.

OLIVIERO GALANTE, La proprietà fondiaria. L'importazione del modello romano da parte del sistema giuridico cinese

Questo saggio intende porre a confronto l'esperienza giuridica cinese in materia di proprietà del suolo agricolo con l'organizzazione romana dell'*ager publicus*. Dopo una breve introduzione volta a descrivere il graduale percorso di approdo al moderno sistema di 'gestione dei fondi in concessione' della Repubblica Popolare, l'analisi delinea le caratteristiche di somiglianza e diversità rinvenibili tra l'istituto sinico ed il modello romano. Entrambi i sistemi condividono una concezione 'attenuata' del diritto di proprietà: la visione assolutistica moderna non trova spazio in un contesto in cui le istanze collettive prevalgono sugli interessi individuali. Se l'impronta ideologica non permette la positivizzazione di un *dominium* propriamente detto, rimane impellente la necessità di garantire ai singoli metodi alternativi di sfruttamento del suolo comune: ecco l'affinità dell'istituto di gestione dei fondi con i cd. *iura in re aliena*. Infine, l'esposizione si sofferma sulla concreta possibilità che la vigente normativa cinese abbia risentito della prassi consuetudinaria interna, non nuova a pratiche di condivisione e comproprietà del suolo agricolo.

Parole chiave: proprietà fondiaria, diritto cinese, diritto romano, *ager publicus*, diritti reali.

OLIVIERO GALANTE, Land ownership. China's legal system and the imported elements of Roman law

The following essay compares the Chinese juridical experience on the ownership of rural soil and the Roman organization of the *ager publicus*. After a short discussion on the evolution towards the modern RPC's system of 'long-term land-use right', the analysis focuses on the similarities and diverging aspects between the Chinese legal institutions and the roman model. Both systems share a somewhat mild conception of ownership: its modern and absolute vision finds no room in a framework where collective stakes prevail over individual interests. Whether the ideological footprint does not allow to set the property as a legal binding criterion, the necessity to grant single individuals an alternative way of land exploitation can't be avoided: therefore, the proximity of the 'long-term land-use right' and the so called *iura in re aliena*. Conclusively the hypothesis that the current Chinese legal system is influenced by local consuetudinary practices is examined.

Key words: land ownership, Chinese law, Roman law, *ager publicus*, property rights.

Giovanni Tarantino

SGRECCIA: TUTTI GLI INDIVIDUI HANNO LA MEDESIMA DIGNITÀ ED IL MEDESIMO VALORE, DAL CONCEPIMENTO ALLA MORTE NATURALE. A PROPOSITO DELL'ALLOCAZIONE DELLE RISORSE DI CURA SCARSE NELLA SITUAZIONE DI EMERGENZA SANITARIA*

SOMMARIO: 1. Alcune considerazioni sulla scarsità delle risorse sanitarie nel contesto emergenziale. – 2. Si può accettare il paradigma etico utilitarista per le scelte in ambito sanitario? – 3. Sulla rinnovata attualità del modello del personalismo ontologicamente fondato di S.E. Elio Sgreccia.

1. *Alcune considerazioni sulla scarsità delle risorse sanitarie nel contesto emergenziale*

È passato circa un anno da quando, con riferimento al problema della scarsità delle risorse a disposizione per il contrasto alla pandemia da Covid 19, Lorenzo D'Avack, Presidente del Comitato Nazionale per la Bioetica, scriveva che: «Fra le diverse problematiche etiche sollevate al Covid 19, a fronte di denunciate carenze sanitarie, viviamo con maggiore drammaticità quella della distribuzione delle risorse, sapendo che viene messa in discussione la possibilità di curare tutti e sapendo che queste difficoltà portano di frequente a delle disuguaglianze (tra chi accede alle cure e chi non accede, tra chi ha possibilità di vivere e chi non ne ha) e a dei criteri di selezione da parte dei medici sia giustificati da necessità pratiche, sia prospettati come scelte etiche»¹. Queste considerazioni di D'A-

* Contributo non sottoposto a valutazione.

¹ Si veda L. D'AVACK, *CoViD-19: criteri etici*, in *BioLaw Journal - Rivista di BioDiritto, Special Issue*, 1/2020, pp. 372-373.

vack si ponevano in un contesto nel quale il Servizio Sanitario Nazionale italiano si era trovato impreparato davanti all'esplosivo aumento di casi di infezione da Coronavirus² ed al rischio correlato di non avere una quantità sufficiente di risorse necessarie per la cura intensiva (in sostanza, le macchine per la ventilazione forzata ed il personale capace di utilizzarle). In breve, la condizione di impreparazione in cui si trovava allora il SSN poneva gli operatori sanitari davanti alla possibilità di dover scegliere quanti e quali pazienti accettare nelle sale delle terapie intensive e quali no. Una condizione, quindi, in cui i dilemmi etici correlati divengono, come ben si comprenderà, di devastante pervasività.

Nello specifico, D'Avack si interrogava sulla decisione della SIAARTI (Società Italiana di Anestesia, Analgesia, Riani-

Nello stesso numero di questa Rivista, Laura Palazzani, sull'argomento, con riferimento a quelle teorie che sostengono la centralità dell'uguaglianza tra tutti gli esseri umani, afferma che «Il punto di partenza è il riconoscimento “di principio” che tutti devono essere curati. Se “di fatto” le circostanze (quali la scarsità di risorse) costringono inevitabilmente a non potere curare tutti, ma a curare alcuni e non altri, il criterio non può essere definito su basi soggettive o sociali (non mediche), ma dovrebbe essere definito solo su basi oggettive (mediche), ossia sulla base delle condizioni cliniche del paziente. È evidente che le risorse scarse non possono essere usate male e sprecate, ma devono essere efficaci, ossia usate per salvare vite umane. Ma non bisogna dimenticare che al centro vanno posti i bisogni di ogni persona malata. Nel caso della pandemia, va anche ricordato che tale criterio va applicato per tutti i pazienti: la selezione non deve portare ad un trattamento differenziato tra malati di infezione e malati di altre patologie, essendo eticamente dovuta la vigilanza sulla continuità della presa in cura degli altri pazienti. Proprio coloro che sono più vulnerabili, come le persone anziane o con disabilità, le persone povere, non devono essere emarginate da logiche selettive ispirate all'individualismo o alla convenienza sociale. Questo non significa comunque trattare “ad ogni costo” o attuare pratiche di accanimento clinico, che devono essere sempre doverosamente sospese quando sproporzionate, inefficaci e gravose, così come va rispettata l'autonomia del paziente di rifiuto o rinuncia a trattamenti, con la verifica della consapevolezza e della piena informazione delle conseguenze». L. PALAZZANI, *La pandemia CoViD-19 e il dilemma per l'etica quando le risorse sono limitate: chi curare?*, *BioLaw Journal – Rivista di BioDiritto, Special Issue*, 1/2020, p. 367.

² Anche a causa del mancato aggiornamento del Piano pandemico, non più aggiornato dal 2006 e poi aggiornato solo nel gennaio 2021, come si dirà meglio nella nota n. 6.